

**Du 19 au 25 mars,
Pour un printemps de l'industrie
et de l'emploi industriel**

LA CGT SE MOBILISE !

La thématique de l'industrie fait débat et pas toujours de la meilleure manière dans le pays : salaires trop élevés, charges trop pesantes, temps de travail trop réduit, législation pas assez souple, label, produire en France et français, modèle allemand... Mais face à cela, grâce aux luttes des salariés et aux propositions de la CGT, plus personne ne peut remettre en cause la nécessité impérieuse de réindustrialiser la pays. La CGT qui milite pour la mise en place d'une politique industrielle de coopération, de complémentarité et de solidarité a décidé de lancer une nouvelle campagne en faveur de la ré-industrialisation et de l'emploi industriel, du 19 au 25 mars et durant toute l'année

Ce document porte cette ambition et donne les éléments essentiels nécessaires à la compréhension et la prise en comptes par tous de ces enjeux majeurs que sont l'industrie et l'emploi industriel.

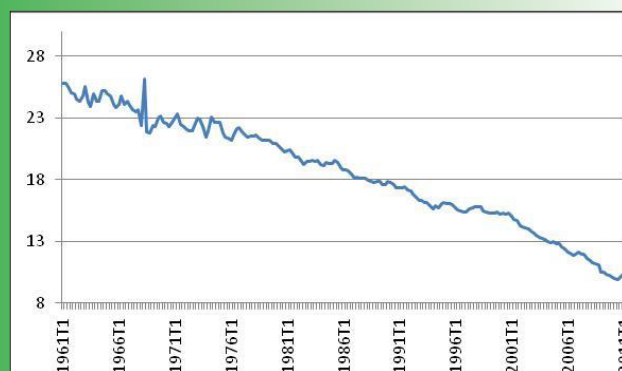
L'EMPLOI INDUSTRIEL : UN DÉCLIN IRRÉMÉDIABLE ?

Gains de productivité, externalisation, cœur de métier, coût du travail ont servis de prétexte et ont caché la vraie raison de la désindustrialisation : la course à la rentabilité financière (voir graphique 1 et 2) !

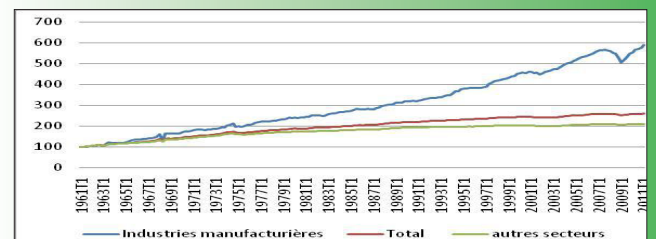
DES CHOIX POLITIQUES DU TOUT FINANCIER :

C'est une tendance lourde depuis trente ans. Deux causes émergent. Au fil du temps, la puissance publique a abandonné ses responsabilités, laissant des pans entiers de notre industrie

Graphique 1 Poids de l'emploi salarié des branches manufacturières dans le total de l'emploi salarié (en équivalents temps plein) en %, INSEE comptes nationaux base 2005 (juin 2011)



Graphique 2 La productivité est beaucoup plus élevée dans l'industrie que dans les services...Cinquante ans de productivité des travailleurs* Source : calculs sur données : Insee - Comptes nationaux base 2005 *rapport entre la valeur ajoutée en volume et l'emploi salarié en équivalent temps plein

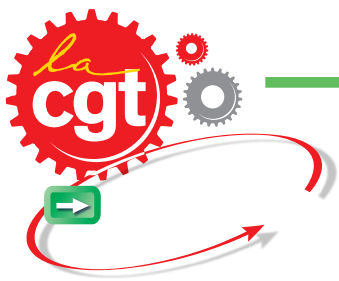


sans véritables orientations politiques, sans impulsions d'innovations créatrices d'emplois qualifiés, comme ont pu l'être les grands programmes structurant dans l'aéronautique, l'énergie nucléaire, le transport ferroviaire par exemple, laissant l'industrie subir le dogme de la concurrence libre et non faussée : Des choix d'accompagnement aux décisions du patronat.

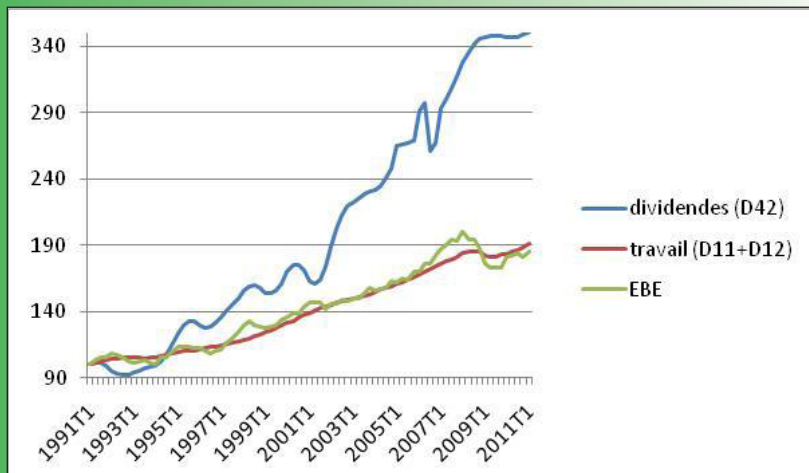
Autre cause, les campagnes incessantes sur le « coût du travail » qui serait trop élevé en France vis-à-vis d'autres pays, suivis par une mise en concurrence des salariés interne aux groupes multinationaux. Au fil du temps les pays mis en comparaisons varient, mais le discours est toujours le même.

Qu'en est-il en réalité ?

Dans la métallurgie, 75 des 77 grilles de salaires territoriales débutent en dessous du Smic. Dans la Chimie, la Plasturgie, le caoutchouc, les industries du verre, de la céramique et la plu part des branches industrielles comme des services, la smicardisation des grilles est organisée.



Graphique 3 Société non financière = Comparaison de l'évolution du montant des dividendes nets (D42 versés - D42 reçus) avec l'évolution des rémunérations (D11+D12) et de l'excédent brut d'exploitation (base 100 au 1^{er} trim 1991), Source: Insee, Comptes Nationaux, base 2005(juin 2011)



Il y a vingt ans, un ingénieur niveau 3A, c'est-à-dire après 15 à 20 ans d'expérience, dans une entreprise comme Thalès, gagnait en moyenne cinq fois le Smic, aujourd'hui il gagne trois fois le Smic.

Nous affirmons que c'est le coût du capital qui plombe le développement des entreprises en France (voir graphique 3).

Ce qui n'est pas versé en salaires aux travailleurs est stérilisé en rémunérant les actionnaires qui s'accaparent la totalité des gains de productivité.

C'est l'avenir de chaque entreprise industrielle qui a été et est remis en cause. Nous assistons par exemple à un recul du poids de la France dans les dépenses de R&D réalisée dans l'industrie manufacturière (voir graphique 4).

Ce que les actionnaires extorquent aux entreprises, en dividendes et en rachat d'actions, finit par l'emporter sur ce qu'ils leur apportent, ce n'est plus la Bourse qui finance les entreprises mais les entreprises qui financent la Bourse !

Les banques ne jouent pas non plus leur rôle de financeurs de l'économie. Elles consacrent leurs disponibilités à spéculer et à prêter à des taux très élevés grévant les budgets des ménages et des entreprises (voir graphique 5).

Conclusion : La mise sous tutelle de l'appareil industriel par les financiers est une des causes de la désindustrialisation accélérée du pays. C'est au coût du capital qu'il faut s'en prendre et la première mesure consiste à augmenter significativement tous les salaires. La CGT revendique à partir du Smic à 1 700 euros l'augmentation généralisée de tous les salaires.

La mesure instaurant la TVA sociale ne fait qu'aggraver la situation des salariés et de l'emploi. Il s'agit ni plus ni moins que d'une baisse de la masse salariale de 46 milliards d'Euros, d'un impôt supplémentaire, particulièrement injuste, puisqu'assis sur la consommation et à taux fixe, de 42 milliards d'euros. La CGT y est opposée !

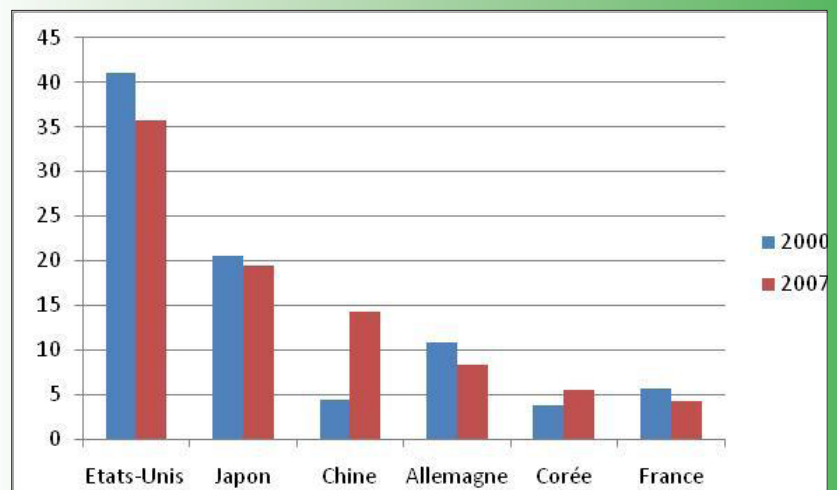
a) Les besoins existent, il faut y répondre

Les êtres humains ont tous des besoins à satisfaire. Nous avons à nous nourrir, nous vêtir, nous loger, nous éduquer, nous cultiver, nous soigner, nous déplacer, nous reposer...

Pour cela il faut d'une part avoir un revenu suffisant, pour soi, pour ses proches et donc avoir un travail. C'est cela qui fait société, qui fait du lien social.

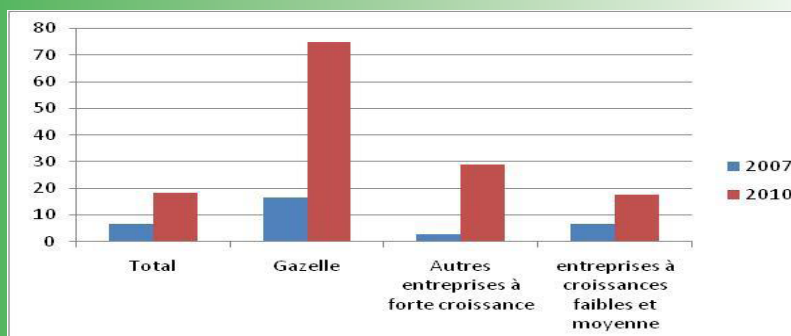
Il faut, pour satisfaire ces besoins, des produits et des services disponibles et de qualité. Cela implique de les concevoir et de les produire. Il ne s'agit pas de tout faire

Graphique 4 Dépenses de R&D dans l'industrie manufacturière : comparaison sur une base de 24 pays industrialisés* (%)



Source : calcul sur données OCDE

Graphique 5 % des entreprises industrielles (secteur B à E) ayant connu un «échec partiel ou complet» dans leur demande de prêts auprès des banques



Champ : France métropolitaine, entreprises non financières et non agricoles employant entre 10 et 249 personnes en 2005 et au moins 10 personnes en 2010. Source : Insee, enquête «Accès au financement».

par nous même, les échanges avec tous les pays du monde sont utiles et nécessaires. Mais ils doivent s'équilibrer globalement. L'activité et l'emploi industriel sont deux sources de présence dans le monde, pour échanger, il faut exister (voir tableau 1).

Il est indispensable de relancer conjointement la conception et la production, en impulsant la recherche, en développant les capacités d'innovation, en intégrant la gestion de tout le cycle de vie du produit de très nombreux biens d'équipements et de consommations qui sont aujourd'hui importés. Nous prenons ici en compte également la dimension écologique, puisque rapprocher les lieux de production des lieux d'utilisation sera source d'économies.

Nous ne sommes pas adeptes des comparaisons de pays à pays, néanmoins, la Corée du Sud, pays de 60 millions d'habitants environ, conçoit et produit 80% des bateaux du monde. C'est un acteur dominant de l'électronique grand public et la Corée émerge sur le marché automobile mondial. Or le prix du travail est quasiment le même en France et en Corée. Une preuve de plus que là n'est pas le problème.

b) Le potentiel existe pour répondre aux besoins

Les savoir-faire des salariés sont le meilleur atout de notre pays. Or, les suppressions d'emplois détruisent ce savoir faire.

Au contraire, il faut massivement investir dans l'emploi et la formation.

La France possède encore un socle industriel fort et pour le développer, la CGT propose :

- Un effort massif d'investissement, de modernisation et d'équipements des entreprises,
- Des financements adaptés aux entreprises, particulièrement les PME, qui s'appuient sur la constitution

d'un pôle public de financement élargi à des fonds régionaux et orientés vers l'investissement industriel créateur de richesses et d'emplois qualifiés.

Il s'agit de choix politiques et donc de rapport de force pour imposer au patronat de l'industrie et au gouvernement le développement d'une vraie politique industrielle et non plus d'une politique pour les actionnaires, faite de suites de cadeaux coûteux, inutiles et inefficaces aussi bien économiquement que socialement.

c) Sans socle social fort, pas de développement de l'activité et de l'emploi industriel

Là où le syndicalisme est présent comme à SBFM, MBF, Fralib, Good Year, Pétroplus, Lyondell basel,

Prevent glass, Fonderie du Poitou, Mreal, Arcellor... ce sont des milliers d'emplois et des capacités industrielles que la lutte a permis de sauver.

Les salariés qui luttent pour leurs entreprises, leurs emplois, leurs territoires et l'avenir de leurs enfants sont pourtant ceux qui n'ont pas voie au chapitre des droits !

La CGT revendique le renforcement des droits des salariés dans les conseils d'administration, le droit suspensif au licenciement pour les comités d'entreprises, la création de comité inter-entreprise, le renforcement de la législation engageant la responsabilité des donneurs d'ordres en matière sociale et de respect des prix du marché vis-à-vis de leur sous traitants et des salariés de la sous-traitance. Oui, nous faisons du respect des droits sociaux, environnementaux et de l'obtention de droits nouveaux pour les salariés une condition de la réussite d'une vraie politique industrielle.

Tableau 6

	Nombres d'appareils vendus en France	Taux de produits importés aujourd'hui
Téléviseurs	8,5 millions	100 %
Ordinateurs	2,69 millions	100 %
Téléphones mobiles	12 millions	100 %
Lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle	4,86 millions	80 %
Automobiles	2,25 millions	15 %

Source : Insee

1 Conditionner toute aide publique au respect de critères portant sur l'emploi, les politiques salariales des entreprises et donner des moyens d'intervention aux salariés sur le bien fondé et l'usage de ces aides. Aujourd'hui le montant des exonérations fiscales et sociales et autres aides aux entreprises s'élève à 170 milliards d'euros.

2 Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires. 186 millions d'heures supplémentaires au 2emes trimestre, sont l'équivalent de 400 000 emplois sur un an. Ce sont les salaires qui doivent augmenter et non le temps de travail de ceux qui s'usent au travail pour avoir les moyens décents de vivre.

3 Il faut agir sur les salaires dans le privé et dans le public. Nous revendiquons l'ouverture immédiate des Négociations Annuelles Obligatoires par anticipation au titre de 2012 avec priorité sur les salaires et la résorption des inégalités de traitement entre les femmes et les hommes.

4 Développer les politiques publiques et notamment donner les moyens indispensables aux politiques d'éducation, de santé, de recherche, de politique énergétique.

5 Stopper les suppressions d'emplois, voire créer de nouveaux postes dans la fonction publique et les services publics qui sont des outils pour la cohésion sociale et l'efficacité économique et sociale.

6 Il faut contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives aux licenciements en élargissant les pouvoirs d'intervention des salariés et de leurs représentants dans leur entreprise, leur groupe, voire leur filière d'activité.

7 Réformer la fiscalité en profondeur. La baisse des taux d'imposition, l'augmentation des cadeaux fiscaux et une politique favorisant les revenus du patrimoine ont permis aux plus riches de s'enrichir davantage en contribuant moins aux besoins collectifs. La taxe exceptionnelle sur les plus fortunés devrait rapporter 200 millions quand la baisse de l'ISF a réduit les recettes de l'Etat de 2 milliards.

8 Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour favoriser l'investissement productif : l'emploi, la formation, la recherche, les équipements. La puissance publique doit faire prédominer l'intérêt collectif dans la gestion du secteur financier.

9 Au plan européen et international, il faut taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

10 Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique, pour financer le développement social et économique, la réduction des inégalités à l'échelle de l'Union Européenne

La CGT appelle les salariés à participer massivement aux luttes qui se développent dans les entreprises, luttes porteuses d'alternatives pour pérenniser et développer l'activité industrielle et l'emploi... Du 19 au 25 mars 2012, avec des temps forts le 22 mars, la CGT organisera dans tout le pays des débats des actions, des manifestations et des rassemblements pour porter nos propositions et faire entendre la parole des salariés dans le débat public. Oui, une politique de développement de l'industrie, de l'emploi industriel, des services publics est urgente et indispensable !